

STRASBOURG

FINANCES

LETTRE D'INFORMATION DE STRASBOURG PLACE FINANCIERE / N°17 - FÉVRIER 2004

SOMMAIRE

PAGE 2

● CONFÉRENCES - DÉBATS

- PME : les gisements de l'export
- Des vedettes du CAC 40 à Strasbourg
- Jean-Pierre Chomette : «L'euro pour bouclier»

PAGE 3

● ÉVÉNEMENTS

- Les conseils boursiers sur le grill
- L'actionnaire alsacien se dévoile

PAGE 4

● NOUVELLES DE LA PLACE

● DIRIGEANTS

STRASBOURG
PLACE
FINANCIERE



EDITO

des générations du «pappy boom» sont bien sûr le 1er facteur de ce phénomène. En Alsace, le secteur bancaire a déjà embauché environ 800 jeunes par an depuis 2001. Mais les besoins futurs sont estimés par le Comité d'Alsace des banques de la FBF à 1200 embauches par an, soit environ 11% des effectifs actuels, à partir de 2007.

D'autres éléments plus techniques viennent renforcer ce besoin de futurs collaborateurs: les nouvelles technologies n'ont pas permis à ce jour, malgré leur développement rapide, de voir des banques dites «directes» ou exclusivement en ligne et sans points de vente, supplanter les banques à réseaux. Au contraire, ce sont ces dernières qui ont occupé ce terrain avec des moyens importants, en complétant leur système de distribution traditionnel par de nouveaux canaux de distribution intégrés. C'est ainsi, par exemple, que les sites Internet du Crédit agricole sont les sites bancaires les plus visités de France, malgré l'importance de la couverture territoriale de ce réseau.

Par ailleurs, la plupart des banques s'efforcent aujourd'hui de développer leurs activités sur le marché des Particuliers, autrement dit le «retail-banking», pour donner plus de stabilité à leur PNB, mieux diversifier leurs risques, et réduire quelque peu les aléas de résultat. Mais le marché des Particuliers est un marché de commerçants et de clients, où la relation intime que chacun entretient avec l'argent s'inscrit dans une dimension culturelle particulièrement tenace, et où le sourire et la poignée de mains en agences jouent un rôle toujours essentiel dans la relation de confiance, à côté du clic de souris et de l'accueil froid des automates.

Il résulte de tout cela des besoins de recrutements importants en nombre, mais aussi en qualité et en potentiel d'évolution. Car les banques n'ont pas besoin seulement de collaborateurs, elles cherchent surtout des collaborateurs ambitieux et fortement évolutifs. Derrière une apparente stabilité, l'offre bancaire est en effet devenue très diversifiée, spécialisée et innovante, et la capacité de négociation des différentes clientèles s'est également renforcée.

En Alsace, les besoins se situent ainsi en quasi totalité sur des niveaux supérieurs à Bac+2, avec une part croissante de Bac +3 à Bac +5. Les métiers concernés se portent majoritairement sur le marché des Particuliers, dont la gestion patrimoniale, mais aussi sur le marché des professionnels et des entreprises, incluant l'activité internationale.

Le profil type recherché est donc celui de commercial, évolutif vers des métiers d'expert ou d'encadrement, et mobile géographiquement, en Alsace tout au moins. A tous ceux-là, qu'ils soient issus d'une formation en alternance, très recherchée, ou d'un cursus universitaire classique, j'ose affirmer ici que le secteur bancaire ne propose pas seulement un emploi, mais une carrière.

Bernard LOLLIOT,
Directeur Général du Crédit Agricole Alsace Vosges,
Président du Comité Alsace de la F.B.F.

Il y a moins de vingt ans, une idée très répandue était que le secteur bancaire serait, selon les propos d'un économiste repris par «Le Monde» et qui firent alors grand bruit, «la sidérurgie de demain».

Le diagnostic semblait sans appel: d'un côté, l'arrivée des nouvelles technologies, des plate-formes bancaires sur téléphone ou Internet, allaient sonner le glas des banques à réseau qui voudraient continuer d'entretenir à grands frais des agences bancaires de plus en plus délaissées par leurs clients. Et en effet, près d'un client sur deux ne se rend jamais plus d'une fois par an dans son agence!

Par ailleurs, la création de l'euro et de l'espace financier européen allait conduire à une rapide harmonisation des offres et des pratiques bancaires, dont on prévoyait qu'elle serait préjudiciable aux banques françaises, à la fois protégées et enfermées dans le carcan réglementaire national et dans l'image persistante de service public attachée à leur activité, tant auprès des médias que des clients.

Enfin, last but not least, la faible rentabilité des banques françaises comparées à leurs concurrents européens allait les conduire pour survivre, dans un espace financier unifié où les fusions seraient la règle, à réduire fortement leurs coefficients d'exploitation, et donc aussi leurs charges de fonctionnement, dans d'importantes et indispensables proportions.

Force est pourtant de constater que loin d'être la sidérurgie de demain, et surtout celle d'hier, le secteur bancaire est au contraire demeuré un employeur considérable, qui a même fortement accru ses effectifs durant la période, principalement sous l'effet du développement des réseaux mutualistes. Mais il y a plus encore: le secteur bancaire dans sa globalité craint aujourd'hui d'avoir des difficultés à recruter, alors qu'il se prépare à de hauts niveaux d'embauche. En vérité, le secteur bancaire va bel et bien constituer, dans les 10 prochaines années, un employeur massif et un gros pourvoyeur de carrières.

A cela plusieurs facteurs, qui jouent dans le même sens: La pyramide des âges et les départs massifs en retraite

L'euro pour bouclier

«La situation est aujourd'hui pire qu'en 2002, nous n'aurons échappé à la récession que grâce au bouclier que représente l'euro». A sept mois de distance, le constat de Jean-Pierre Chomette, directeur de la conjoncture à la Banque de France, reste d'actualité. Même si, depuis sa conférence du 24 juin 2003 à l'invitation de Strasbourg Place Financière et de la direction régionale de la Banque de France, des signes de reprise de l'activité se manifestent clairement.

Déjà en juin, Jean-Pierre Chomette prévoyait une reprise technique de l'économie manufacturière, les stocks ayant atteint un niveau très bas. Deux zones d'incertitude, toutefois, tempéraient son optimisme. D'une part, il s'interrogeait sur l'évolution de la consommation des ménages qui, ne l'oublions pas, représente plus de la moitié du produit intérieur brut et qui avait jusque-là soutenu un minimum de croissance économique en France. D'autre part, il s'inquiétait de la faiblesse du dollar.

«La glissade de la monnaie américaine par rapport à l'euro correspond, avait-il dit devant un auditoire de plus de 200 personnes, à de la déflation importée, ce qui ne rendra que plus anémique l'économie européenne». Déjà, il avait prévu une nouvelle baisse des taux d'intérêt de la part de la Banque Centrale Européenne, ne serait-ce, avait-il expliqué, pour redonner un peu d'oxygène aux économies allemande, française et italienne. Un soutien monétaire qui reste toutefois insuffisant.

En effet, avant de se prêter au traditionnel jeu des «questions-réponses» avec la salle, Jean-Pierre Chomette n'avait sciemment pas fardé la réalité. «Les délocalisations industrielles sont devenues un moyen de gestion pour les entreprises, elles vont s'accélérer dans les mois qui viennent, entraînant par la même une aggravation du chômage». Les effets de la mondialisation, il est vrai, sont incontournables, le tout étant d'anticiper ces évolutions en développant de nouvelles activités, dans le tertiaire et dans les services notamment.

STRASBOURG
PLACE
FINANCIERE

PME : les gisements de l'export

Les PME alsaciennes disposent encore d'un fantastique potentiel de développement à l'export. L'association Strasbourg Place Financière en a, une nouvelle fois, apporté la preuve. Exemples à l'appui.

Organisé en partenariat avec l'Ordre des experts-comptables, le Comité des banques d'Alsace et la Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin, le colloque du 5 décembre 2003 au Palais de la Musique et des Congrès a réuni le gratin des conseils à l'exportation. Avec un objectif clairement affiché: inciter davantage de PME à exporter en leur démontrant qu'elles peuvent trouver en Alsace un excellent réservoir de professionnels pour les épauler et les accompagner. A cet égard, la directrice régionale du commerce extérieur, Patricia Pouliquen, a exhorté les exportateurs à redoubler d'efforts sur des marchés où les positions de l'Alsace restent faibles. Notamment en Europe Orientale, une zone à la fois proche géographiquement et linguistiquement, mais aussi aux États-Unis où les résultats de «L'Entreprise Alsace» sont pour l'heure plutôt décevants. Avec un total de 22,1 milliards d'euros, soit 6,8% des exportations françaises, l'Alsace est la 4ème région exportatrice de l'Hexagone et la 1ère en chiffre d'affaires par habitant.

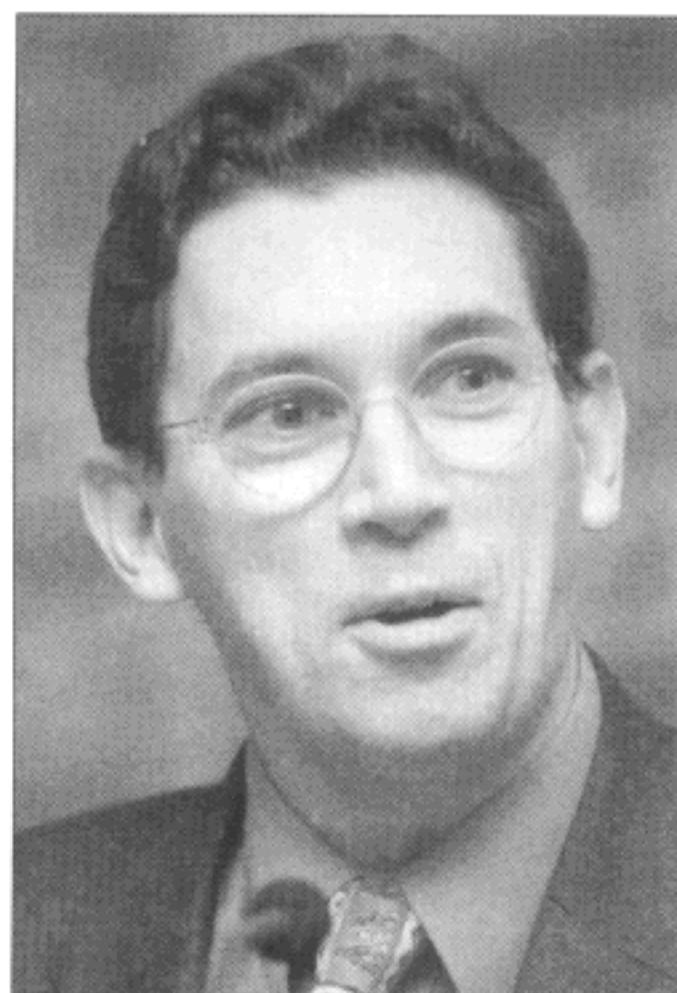
Reste que le commerce international ne se limite pas aux seules ventes réalisées hors des frontières. «Pour une entreprise, savoir acheter à l'étranger est une activité créatrice de marge, si bien sûr on prend la précaution de se couvrir des risques de change», a expliqué François Malnati, directeur au

CIAL. Pour le banquier, «travailler à l'international est une opportunité pour mieux se connaître: la PME, dit-il, a intérêt à faire un bilan de ses forces et de ses faiblesses avant de se lancer, c'est le secret de la réussite».

Bref, il faut savoir choisir le «couple marché-produit» gagnant commercialement, sans forcément aller à l'autre bout du monde et prendre des risques excessifs. L'Europe élargie n'en offre que plus de débouchés, a fortiori lorsque de nouveaux pays rejoindront la zone euro après 2007.



François Malnati



Charles-René Tandé

Qui plus est, les PME bénéficient d'un environnement favorable, avec des soutiens multiples, a rappelé Charles-René Tandé, président pour l'Alsace de l'Ordre des experts-comptables: CCI, services de l'État, conseillers du commerce extérieur, Coface, agences de développement...

Certes, une meilleure coordination de ces intervenants serait souhaitable, ne serait-ce que dans un souci de cohérence vis-à-vis du «candidat-exportateur». Mais à en croire Charles-René Tandé, une telle évolution se dessine aujourd'hui grâce, notamment, au rôle renforcé des Régions dans l'action économique. Du côté des experts-comptables, même volontarisme pour accompagner les PME dans leur démarche internationale, avec en particulier la possibilité d'établir des «diagnostics export».

Des vedettes du CAC 40 à Strasbourg

Comme chaque année, Euronext a fait venir à Strasbourg des représentants de valeurs vedettes du CAC 40.

Le 18 décembre 2003, les salons de l'hôtel Hilton étaient comblés pour accueillir PSA, Alcatel et L'Oréal. Et découvrir une nouvelle entreprise alsacienne cotée en Bourse, Europe Environnement.

L'intérêt porté par les épargnants alsaciens n'est pas étonnant. D'abord, parce que ces groupes industriels sont des poids lourds de l'indice phare des valeurs boursières françaises, ensuite parce qu'il s'agit de très grands groupes mondialement connus. Enfin, parce que deux d'entre elles - "PSA et Alcatel" - ont des liens économiques importants avec l'Alsace, tandis que L'Oréal est un nom universellement connu.

On retiendra des présentations les soucis affichés par les industriels face

à la faiblesse du dollar, qui leur coûte cher et qui plombe les résultats. Au-delà de ces constats, L'Oréal affiche une santé de fer et des progressions d'activités impressionnantes. Alcatel se remet méthodiquement des difficultés nées de la bulle technologique en présentant des chiffres encourageants. Enfin, PSA, malgré un tassement de ses ventes en France, recueille les fruits de sa politique de développement en Europe avec des ventes qui le font apparaître au deuxième rang européen.

Quant à Jean-Claude Rebischung, PDG d'Europe Environnement, il a témoigné d'une évolution intéressante de l'économie alsacienne. On sait combien l'industrie régionale connaît des mutations parfois douloureuses.

Mais il est un secteur en plein développement, sans que l'on puisse imaginer un éventuel ralentissement de sa croissance: il s'agit des éco-entreprises.

Europe Environnement joue un rôle de leader symbolique et son entrée au Marché Libre représente la confirmation de la solidité actuelle de l'entreprise ainsi que de ses perspectives de progrès, qui sont considérables. Le traitement de l'air, principal métier de l'entreprise, demeure embryonnaire dans nos pays. Il l'est évidemment encore bien plus en raisonnant à l'échelle mondiale. De quoi intéresser les actionnaires régionaux qui espèrent une nouvelle success story boursière en Alsace.

Les conseils boursiers sur le grill

Quelle importance accorder aux conseils boursiers? Ni prévision météo, ni lecture dans le marc de café, ni projection scientifique... La recommandation boursière est une affaire de professionnels.

Plus de 400 actionnaires individuels ont assisté le 30 septembre dernier au débat organisé par Euronext, Alsace Bourse Performance (ABP) et Strasbourg Place financière (SPF) autour du thème des conseils boursiers. Animée par le chroniqueur financier bien connu de France Info et de LCI, Jean-Pierre Gaillard, la soirée n'aura pas été de tout repos. En effet, la débâcle boursière des trois dernières années laisse des traces.

Les banquiers n'ont, il est vrai, pas échappé aux critiques de l'assistance: «tandis que la plupart des analystes conseillaient à leurs clients, dès le début 2000, de rester à l'écart d'Alcatel, des banques ont continué à garnir leurs Sicav de cette valeur», affirmait un intervenant, amer. Et bien sûr, la défaillance de deux fleurons alsaciens de la cote, Info Réalité et Walter, n'a pas manqué d'être relevée. «Ne jetez pas en pâture ces deux échecs», a rétorqué Gaby-Yves Bald, président d'ABP.

Et pour cause: d'autres valeurs régionales ont permis à leurs actionnaires de collectionner de juteuses plus-values, à commencer par Gebo, Bosc ou encore Waterair. D'ailleurs, a souligné Jean-Paul Wolff, président de SPF, les valeurs alsaciennes ont fait mieux que le CAC 40 durant ces années de tourmente.

Quant à la crédibilité des recommandations, elle a été amplement confortée par les analystes, les stratèges et les conseillers réunis autour de Jean-Pierre Gaillard.

Non par de belles paroles, des actes de foi, mais grâce à l'attitude très pédagogique, voire humble, affichés ce soir-là par les professionnels. Tour à tour, ils ont expliqué comment ils collectaient les informations, les recoupaient et les analysaient pour se forger une opinion. Des méthodes classiques, au bord parfois de l'investigation, qui n'ont évidemment rien de mathématique: ce n'est pas une science exacte.

Preuve en est que le lecteur de revues spécialisées trouve fréquemment des recommandations contradictoires. «il faut toujours pondérer les conseils de la presse financière», a reconnu l'analyste financier Patrice Guionnet, directeur général d'Est Gestion. Une hauteur de vue qui aura caractérisé tout ce débat auquel ont participé Remi Le Bailly, rédacteur en chef d'Investir, Jean Borjeix, stratège chez Oddo Pinatton, Pierre-François Lelaurain, professeur d'économie à l'IECS et René Nabet de BNP-Paribas.



Jean-Pierre Gaillard



L'actionnaire alsacien se dévoile

Dans la région, 95% des portefeuilles contiennent des actions en direct et 36% des investisseurs boursiers alsaciens détiennent des titres de sociétés régionales.

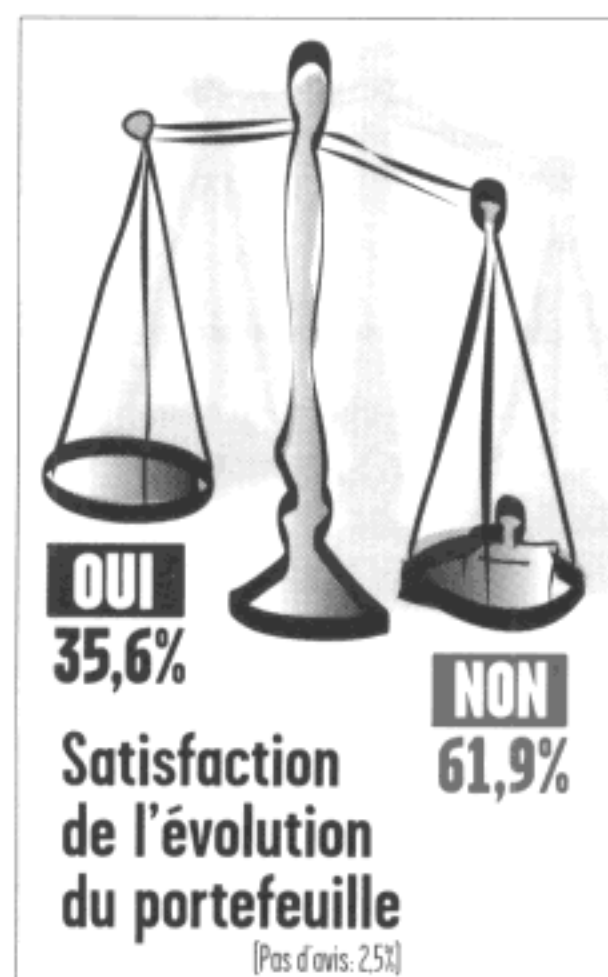
Réalisée pour le compte d'Euronext, d'Alsace Bourse Performance et de Strasbourg Place financière, l'étude du CEREGE, la junior-entreprise du groupe IECS Strasbourg, avait pour but d'introduire le débat autour des recommandations boursières. Autrement dit, de planter le décor en décrivant avec minutie les comportements boursiers des investisseurs alsaciens. Et en dressant leur portrait robot.

Effectuée sur la base de questionnaires renvoyés par 271 détenteurs de portefeuille, dont les deux tiers ont plus de la cinquantaine et dont 86% sont des hommes, l'enquête révèle que 61,9% des actionnaires interrogés se disent plutôt insatisfaits de l'évolution de leur portefeuille.

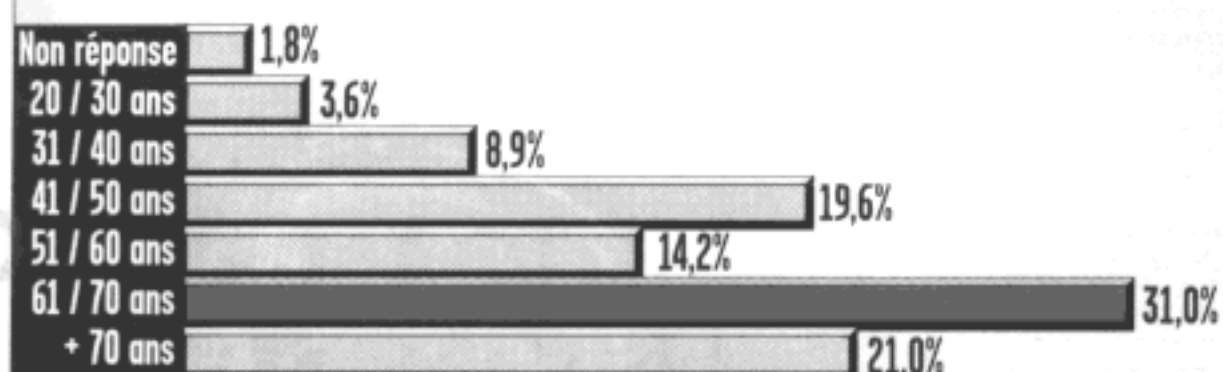
Après trois années de krach rampant, rien de très étonnant. Plus grave, en revanche, est le sentiment des actionnaires ayant suivi des recommandations de professionnels: ils sont 65,8% à se déclarer insatisfaits, ce qui montre que les épargnants sont plus exigeants vis-à-vis des professionnels du conseil qu'ils ne le sont à l'égard de la presse spécialisée par exemple.

Comme source d'information, les actionnaires alsaciens plébiscitent néanmoins la presse (87%), en particulier Investir, les DNA, la Vie Financière et le Journal des Finances. Suivent les sources dites informelles (conseils d'amis, tuyaux...) avec 57,1% et les conseillers professionnels avec 46,1%.

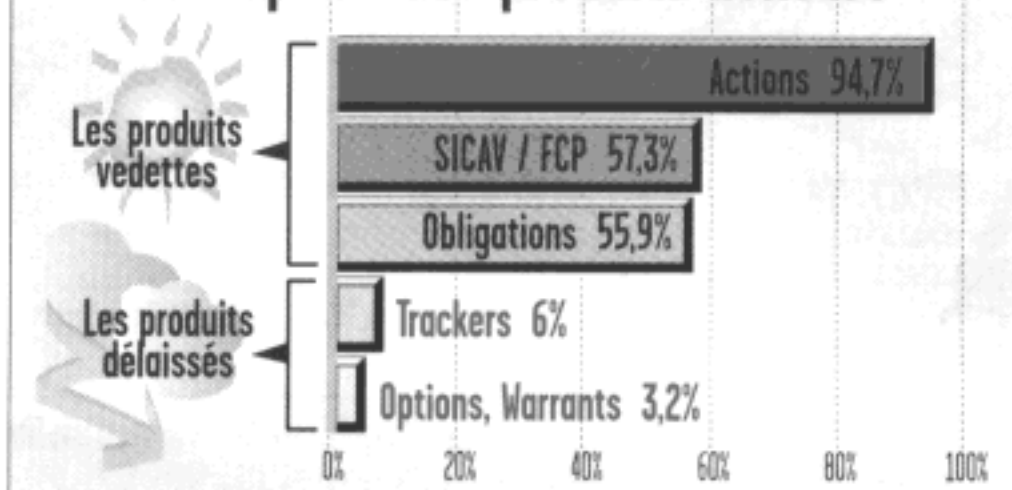
Un tiers des épargnants intervient quotidiennement dans la gestion et deux tiers d'entre-eux consacrent plus d'une heure par jour à la gestion de leur portefeuille. En règle générale, l'actionnaire alsacien gère lui-même un portefeuille majoritairement composé d'actions (44,46%), de Sicav ou de FCP (15,13%) et d'obligations (13,18%). A l'inverse, il est encore peu friand des trackers, options et autres warrants. Présents chez un tiers des sondés, les titres de sociétés alsaciennes cotées ne représentent qu'une part réduite des portefeuilles, moins de 10%. L'intermédiaire privilégié demeure la banque, à 78%, mais le courtage en ligne se développe: 15% des actionnaires y ont recours.



Portrait robot du répondant



Le top "5" des produits achetés



STRASBOURG
PLACE
FINANCIERE

● Europe Environnement au Marché Libre

A peine dix ans après sa création, la société Europe Environnement basée à Vieux-Thann a franchi les marches du Palais Brongniart à l'automne dernier. Une introduction qui coïncide avec une nouvelle phase d'accélération dans la croissance de ce spécialiste de la dépollution de l'air qui emploie déjà 70 personnes. Leader français de sa branche, Europe Environnement prévoit de décupler son chiffre d'affaires d'ici trois ans pour atteindre les 100 millions d'euros, dont 50% réalisés hors de l'Hexagone.

● Mecatherm dans le giron d'Impala

Après la cession par le président-fondateur, René Voegtlin, des 53,8% qu'il détenait encore dans Mecatherm, l'acquéreur -la Financière Impala SAS- a lancé une offre publique d'achat sur le restant du capital de cette société du Second Marché. Si le bloc majoritaire a été acquis à 23 euros par action, l'OPA a été menée sur la base de 27 euros par action, et ce du 5 au 18 décembre 2003. Au terme de l'opération, Impala détenait 88,01% du capital et 87,98% des droits de vote.

● Norcan se retire de la Bourse

L'entreprise industrielle de Haguenau Norcan s'appête à quitter le Second Marché de la Bourse de Paris: elle a lancé une offre publique de rachat sur les 169 228 titres (28,68% du capital) détenus par le public. Les conditions particulièrement avantageuses de l'offre (26,50 euros l'action, soit une prime supérieure à 20%) devraient permettre à la famille fondatrice de détenir plus de 95% des actions au terme de l'opération, de sorte qu'une offre publique de retrait pourra être lancée dans la foulée.

● Banque de France Sélestat et Haguenau ferment

La restructuration de la Banque de France se traduit en Alsace par la fermeture programmée des succursales de Colmar, de Haguenau et de Sélestat. Ces deux dernières agences vont laisser place à des bureaux d'accueil et d'information destinés à déposer les dossiers de surendettement et à accéder au fichier des incidents de paiement. Quant à la succursale de Colmar, elle deviendra un centre de traitement du surendettement.

● Eurodirect Marketing rachète ses actions

Eurodirect Marketing, l'un des majors français du mailing et de la location d'adresses, va quitter le Second Marché: il a lancé une offre publique de rachat qui porte sur 5,67% des actions non détenues, directement ou indirectement, par la famille Ginsdorf, au prix de 12,5 euros par titre. A l'issue de l'opération, les actionnaires familiaux du groupe basé à Geispolsheim ont prévu de lancer une offre publique de retrait, suivie d'une procédure de retrait obligatoire.

● Sade cède sa participation dans Robertsau Gestion

La Sade développe un nombre croissant de synergies avec son actionnaire Fortis/Banque Générale du Luxembourg. Le groupe financier basé à Strasbourg et dont le rayon d'action s'étend désormais à toute la façade Est de la France a cédé la totalité de sa participation (43,4%) dans la société de gestion de portefeuille Robertsau Gestion, une structure qui détient le mandat de gestion du Fonds commun de placement à risques Robertsau Investissement, dont la Sade reste le principal détenteur de parts.

● Le porte-monnaie électronique Moneo s'installe

Huit mois après le lancement du porte-monnaie électronique Moneo en Alsace, les objectifs commerciaux n'ont été que partiellement atteints. A ce jour, le nombre de cartes chargées oscille autour de 40 000 sur les deux départements. La moitié des paiements avec la Moneo se font chez les boulangers ou chez les débitants de tabac, et ce pour un montant moyen de 3,80 euros par achat.

● BNP Paribas à Schiltigheim

Le groupe bancaire BNP Paribas a choisi l'Espace européen d'entreprise de Schiltigheim comme plate-forme de développement. Un édifice nouvellement construit, de 2 700 mètres carrés, va abriter à terme trois activités stratégiques de la banque: le pôle international, le pôle crédit pour le «Grand Est» et le centre d'affaires pour l'Alsace, en tout quelque 160 personnes.

● Société Générale à Schiltigheim

La délégation générale de la Société Générale pour le «Grand Est», qui couvre l'Alsace, la Lorraine et la Franche-Comté, vient de prendre possession de son nouveau siège, un bâtiment moderne de 1 300 mètres carrés, situé à l'Espace européen d'entreprise à Schiltigheim. Depuis l'intégration de la Sogenal dans la Société Générale, voilà deux ans, la délégation occupait l'ancien siège de la banque alsacienne, l'hôtel Liviot, rue du Dôme à Strasbourg, qui a été mis en vente.

● Walter renaît grâce à Losberger

Passé sous le contrôle du groupe allemand Losberger, l'industriel alsacien Walter, longtemps coté au Second Marché de la Bourse de Paris, achève sa convalescence. Dès cette année, le nouvel actionnaire du fabricant de structures événementielles de Brumath s'attend à renouer avec une rentabilité d'au moins 5%. La reprise par Losberger avait permis de sauver 135 emplois sur le site alsacien.

Liste des membres de l'association STRASBOURG PLACE FINANCIERE

Etablissements publics et organismes professionnels : Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg ; Communauté urbaine de Strasbourg ; Compagnie régionale des commissaires aux comptes ; Conseil général du Bas-Rhin ; Conseil régional d'Alsace ; Ordre des experts comptables.

Banques et établissements financiers : Banque CIAL ; Banque de Neufelize, Schlumberger, Mallet ; Banque fédérative du Crédit mutuel ; Banque populaire du Haut-Rhin ; Banque populaire région économique de Strasbourg ; BNP Paribas ; Caisse d'épargne d'Alsace ; Caisse des dépôts et consignations ; Caisse régionale de Crédit agricole ; Société alsacienne de développement & d'expansion ; Société Générale ; U.B.S. France S.A.

Marché boursier et sociétés de gestion : Dolfi finance SA ; Euronext Paris SA.

Sociétés cotées : EPI Espace production international ; Electricité de Strasbourg ; Graines Voltz ; NSC Groupe ; Norcan ; Opéra Construction.

Assurances et cabinets de courtage : Cabinet Lindauer & d'Andlau SA ; Groupama Alsace ; Roederer Sàrl.

Avocats d'affaires : ASA Avocats associés ; Avocats associés Alexandre - Lévy - Kahn ; Etude de Maître Eyl ; Etude de Maître Muller ; Etude de Maître Stade ; HSD Ernst & Young ; Landwell & Associés ; S.C.P. Avocats Lienhard et Petitot ; A&C. LEX Avocats et conseils.

Experts comptables : Cabinet Adrien Birling ; Cabinet Wachtel ; Deloitte Touche Tohmatsu ; Einhorn Mazars & Associés ; KPMG Entreprise ; Philippe Ory Audit & Conseil ; PricewaterhouseCoopers ; SECAL ; SECROP ; SEGEC SA ; SFA Stirnweiss Finck & Associés.

Etudes et conseils aux entreprises : Dajos S.A. ; Meyer & Partenaires ; Voirin Consultants.

Gestionnaires de patrimoine : FINANCIERE GALILÉE

Associations diverses : Association française des trésoriers d'entreprise.

Personnes physiques : Jean-Paul Wolff, président de Strasbourg Place financière ; Alain Vautravers, directeur régional de la Banque de France ; René Geronimus, président d'honneur de la SOGENAL.

● DOMINIQUE DIDON, BANQUE POPULAIRE D'ALSACE

Dominique Didon, directeur général de la Banque Populaire de la région économique de Strasbourg jusqu'à la fusion avec la Banque Populaire du Haut-Rhin, a été nommé à la direction générale de la nouvelle Banque Populaire d'Alsace. Dominique Didon a fait toute sa carrière au sein du groupe des Banques Populaires, d'abord à l'inspection générale, puis à la tête de plusieurs Banques Populaires régionales, dont celle d'Auvergne à Clermont-Ferrand. En Alsace, l'établissement qu'il dirige désormais est présidé par Me Thierry Cahn.

● GÉRARD LUNEL, CAISSE D'ÉPARGNE D'ALSACE

Gérard Lunel, jusque-là directeur général d'Ecureuil-Vie, a succédé en juillet dernier à Alain Maire en tant que président du directoire de la Caisse d'Epargne d'Alsace. Ancien du Crédit du Nord, puis des Banques Populaires, Gérard Lunel est entré à la Caisse d'Epargne en 1988; il a notamment été président du directoire de la caisse des Hautes-Alpes, avant de rejoindre les organes centraux et de créer, en 1997, la filiale Ecureuil IARD.

● JEAN-MARIE SANDER, FÉDÉRATION NATIONALE DU CRÉDIT AGRICOLE

Jean-Marie Sander, président du Crédit Agricole Alsace Vosges, a été élu fin avril 2003 à la présidence de la Fédération nationale du Crédit Agricole, l'organe politique des 45 caisses régionales. Il a également été nommé à la tête de SAS La Boétie, le holding qui regroupe les participations des caisses dans le Crédit Agricole SA, le «véhicule» coté du groupe.

● BERNARD LOLLLOT, COMITÉ DES BANQUES D'ALSACE

Bernard Lolliot, directeur général du Crédit Agricole Alsace Vosges, a pris début janvier ses fonctions de président du comité des banques d'Alsace, l'émanation régionale de la Fédération bancaire française; il succède à Pierre Jachez, directeur général du CIAL. Au total, le comité régional regroupe 22 établissements bancaires.

● PIERRE LARTILLERIE, COMITÉ 67 DES BANQUES

Pierre Lartillerie de la Banque de l'économie, du commerce et de la monétique (BECM-groupe Crédit Mutuel) a été élu à la présidence du comité des banques du Bas-Rhin. Il est assisté de deux vice-présidents, Aimé Bensimon (Banque Populaire d'Alsace) et de Thierry de Follin (CIAL).

● ALAIN MEYER, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE «GRAND EST»

Alain Meyer a succédé à Hervé Gérard à la tête de la délégation générale «Grand Est» de la Société Générale qui recouvre l'Alsace, la Lorraine et la Franche-Comté. Alain Meyer a fait toute sa carrière professionnelle à la Société Générale, d'abord au siège parisien, puis ces trois dernières années à la direction du groupe en Avignon. Par ailleurs, Serge Foulatier, précédemment en poste à Nantes, a remplacé Michel Zinzus au poste de directeur régional du groupe des agences de Strasbourg de la Société Générale.

STRASBOURG
PLACE
FINANCIERE